

The Stages of Economic Growth (A Non-Communist Manifesto),
par W.-W. ROSTOW. Un vol., 5¼ po. x 8, broché, 179 pages —
UNIVERSITY PRESS, Cambridge, 1960 (\$1.45)

Cameron Nish

Volume 37, numéro 1, avril-juin 1961

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001618ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001618ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Nish, C. (1961). Compte rendu de [*The Stages of Economic Growth (A Non-Communist Manifesto)*], par W.-W. ROSTOW. Un vol., 5¼ po. x 8, broché, 179 pages — UNIVERSITY PRESS, Cambridge, 1960 (\$1.45). *L'Actualité économique*, 37(1), 181–188. <https://doi.org/10.7202/1001618ar>

Les Livres

The Stages of Economic Growth (A Non-Communist Manifesto), par W. W. ROSTOW. Un vol., 5¼ po. x 8, broché, 179 pages.— UNIVERSITY PRESS, Cambridge, 1960. (\$1.45).

Cet ouvrage est le fruit d'une série de conférences données par l'auteur à l'Université de Cambridge, au cours de l'année 1958. Ces conférences avaient pour sujet l'industrialisation (p. I). Par la suite, elles ont été publiées dans *The Economist*, et enfin réunies pour constituer le présent volume.

Dans la préface, on nous informe que c'est à sa jeunesse que l'auteur fait remonter les ambitions qui ont abouti à ce livre. Dès ses études de baccalauréat, l'auteur décida en effet de «s'attacher (...) à deux problèmes (...): le problème restreint de la liaison à établir entre la théorie économique moderne et l'histoire économique et (...) celui plus large des relations entre l'économie et les forces sociales et politiques» (p. IX). Le sous-titre de l'ouvrage nous est expliqué par l'auteur qui écrit: «la solution apportée par Marx au problème des relations entre facteurs économiques et facteurs non économiques (...), ne me satisfaisait pas, mais à ce moment-là, je n'étais pas encore en mesure de proposer une alternative.» (p. LX). Du messianisme de Marx passons donc à un examen du messianisme de Rostow.

Dans l'introduction se trouve brièvement exposés le plan général, les normes et la méthode de l'auteur. C'est un résumé de l'eschatologie d'un économiste (américain). «Ce livre offre, de la part d'un économiste-historien une façon de transposer en un modèle général toute l'épopée de l'histoire moderne. La formule d'explication est basée sur les étapes de la croissance.» (p. 1). Après ce bond vers les hauteurs viennent quelques précisions sur l'application de la méthode proposée: «Je dois insister sur le fait (...) que le recours aux *étapes de la croissance* constitue une manière d'envisager le déroulement de l'histoire moderne qui est à la fois arbitraire et restrictive.» (p. 1). Ceci peut laisser le lecteur un peu désorienté. Mais qu'il prenne patience: «Ces étapes offrent plus qu'une description. Elles ne sont pas seulement une façon de généraliser à partir d'observations de faits (...). Elles ont une logique interne (...). Elles prennent racine dans une théorie dynamique de la production.» (pp. 12-13).

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

Le second chapitre est consacré à une analyse des étapes de la croissance, tandis que les quatre chapitres suivants constituent une tentative d'application de la méthode. La croissance des économies russe et américaine fait l'objet du septième chapitre; viennent ensuite des essais sur la guerre et les problèmes de la paix; enfin le marxisme, le communisme et la théorie des étapes de la croissance sont comparés l'un à l'autre. Tout ceci fournit la matière des trois derniers chapitres.

Examinons de près ces étapes de la croissance: «Sous l'angle économique, il est possible de répartir toutes les sociétés entre les catégories suivantes: la société traditionnelle, celle où s'élaborent les conditions du démarrage, le démarrage, la société en voie d'accéder à la maturité, celle qui a atteint l'âge de la consommation de masse.» (p. 4). Voilà donc les catégories proposées pour remplacer celle de Marx: «féodalisme, capitalisme bourgeois, socialisme et communisme.» (p. 145).

«La société traditionnelle est celle où le développement est restreint par des techniques de production basées sur les connaissances scientifiques et techniques antérieures à Newton et sur les conceptions du monde physique qui en découlent.» (p. 4). Dans ce cadre, l'auteur place toutes les sociétés qui ont précédé Newton (1642-1727): la Chine, les civilisations du Moyen-Orient, celles de la Méditerranée et de l'Europe féodale. La conclusion qu'il tire alors est exacte: «placer ces (...) sociétés dans une catégorie (...) ne nous dit pas grand-chose.» (p. 5).

«La seconde étape de croissance comprend des sociétés en transition (...), le temps de permettre l'élaboration des conditions de démarrage.» (p. 6). Nous apprenons alors que cet état prévalait dans l'Europe du dix-septième et du dix-huitième siècles. Des circonstances géographiques, politiques, économiques, etc., ont permis à la Grande-Bretagne de prendre une avance. (p. 6). C'est original...

La troisième étape est celle du démarrage: «La croissance devient normale.» (p. 8). «Les taux d'investissement et d'épargne montent de, disons, 5 p.c. du revenu national à 10 p.c. ou plus (...), bien qu'il y ait des exceptions. (p. 8). L'application de nouvelles techniques de production au secteur agricole et au secteur industriel constitue une autre caractéristique de cette étape. Ces conditions sont datées: 1783 pour la Grande-Bretagne, 1860 en France et aux États-Unis, le troisième quart du dix-neuvième siècle en Allemagne, les années qui ont précédé 1914 pour le Canada et la Russie, et enfin, 1950 pour la Chine et l'Inde. (pp. 8-9).

L'accès à la maturité s'effectue à peu près soixante ans après la troisième étape: «10 à 20 p.c. du revenu national se trouve (...) investi, permettant à la production de dépasser (...) l'accroissement de la population.» (p. 9). «La maturité peut être définie comme l'étape au cours de laquelle l'économie fait la preuve qu'elle a la capacité de dépasser les activités de base (...) en appliquant rationnellement (...) les résultats de découvertes ou de techniques industrielles nouvelles.» (p. 10).

La cinquième étape est celle de la consommation de masse: «Des économies arrivant à la maturité au vingtième siècle ont vu se produire deux choses: le revenu réel par tête a augmenté au point que de très nombreux individus ont pu dépasser le niveau des consommations de base, soit la nourriture, le vêtement et le logement; en second lieu, la structure de la main-d'œuvre a changé (...) accroissant la proportion des travailleurs de bureau ou des ouvriers qualifiés (... tous) anxieux de profiter des fruits d'une économie ayant atteint la maturité.» (p. 10). D'autres aspects de cette étape sont soulignés: l'abandon, comme objectif primaire, de la recherche et l'application d'une plus grande partie des ressources de la société à des fins de redistribution. (p. 11). Les États-Unis accédaient à ces stades en 1913-14, en 1920 et en 1946-56; «la Russie dispose de la capacité technique d'y accéder, mais ses chefs devront faire face à de difficiles problèmes politiques et sociaux si cette étape est abordée.» (p. 11).

Nous n'entreprendrons pas l'analyse des chapitres où l'auteur applique ses théories, ceci relevant de la compétence de l'économiste et non de celle de l'historien. Passons plutôt à une évaluation des normes, comme outils de la connaissance scientifique, ce qui nous permettra de formuler un jugement sur les derniers chapitres.

Un concept, abstraction faite du temps, peut servir l'historien, l'économiste, le sociologue, etc. On en trouve des exemples partout: le *Moyen-Âge*, l'*Antiquité*, l'*Âge de la Raison*. Pour l'historien comme pour l'économiste, ce sont là des modèles qui peuvent servir, mais — et c'est la principale embûche des sciences sociales — les relations entre théorie et pratique mènent généralement à des culs-de-sac. La prolifération du jargon chez Rostow a-t-elle alors un rôle défensif? On peut le croire: à part la période dite de la consommation de masse, les termes de Marx recouvrent les mêmes réalités, et comme cette étape était inconcevable du temps de Marx, toute critique tomberait en porte-à-faux.

Nous touchons alors à la raison d'être de l'ouvrage: il ne s'agit pas d'un manifeste non communiste, mais plutôt anti-communiste. Nous pouvons assez justement diviser les 173 pages du livre comme suit: 65 pages consacrées à des normes souffrant d'ailleurs maintes exceptions et 108 pages de propagande. Le grand tort de Marx est d'avoir créé, avant les Américains, des concepts qui peuvent servir. La guerre froide s'étendant à tous les domaines, on pourrait dire, un peu comme Voltaire, que si Rostow n'existait pas il faudrait l'inventer.

Mais retournons aux déclarations de dogme *ex cathedra*. Voyons l'application que fait l'auteur de ce qu'il y a de nouveau dans sa conception historique: l'étape de la consommation de masse. Il indique trois directions vers lesquelles peut s'orienter l'utilisation des ressources: «La recherche par la nation d'une puissance extérieure accrue, c'est-à-dire l'application d'une quantité accrue de ressources à la politique étrangère et militaire» (p. 73); la création d'un *welfare state*, qui peut fournir une autre voie d'utilisation des ressources d'une économie mûre; «la troisième voie est constituée par une expansion de la consommation au delà du minimum vital», du côté des biens durables et des services surtout. (p. 73). Appliquant cette analyse à l'interprétation de l'histoire des États-Unis

au vingtième siècle, l'auteur nous propose de distinguer quatre périodes: l'ère progressive allant de 1901 à 1916, au cours de laquelle on assiste à l'acquisition des Philippines, période qui voit «les Américains tomber un peu de l'état de grâce isolationniste, mais renoncer en fin de compte à l'acquisition d'un empire» (p. 73).

Manifestement, ici l'auteur se trompe. L'impérialisme moderne ou néo-impérialisme dont les Américains sont les pionniers, s'appuie sur la *dollar diplomacy* plutôt que sur l'occupation militaire. L'expansion rapide de l'influence américaine dans les Caraïbes, l'Amérique latine et l'Extrême-Orient, date de la même époque.

Phase deux: les années '20, qui en plus de l'apparition du *bath-tub gin*, du jazz, du *mah jong* et du charleston donnent lieu à un accroissement de la consommation. Les Américains deviennent automobilistes: «la production d'automobiles s'accroît de 180,000 p.c., celle des cigarettes, de l'essence, du lait (...), de plus de 1,000 p.c.; celle du ciment (...) d'un peu moins de 1,000 p.c.» (pp. 76-77). Ici encore, Rostow fait un choix arbitraire. Même si la consommation a augmenté, il est difficile de séparer cette consommation de masse de l'élargissement de la puissance internationale des États-Unis. Les conférences et pactes de Washington, l'aide financière à l'Allemagne et aux autres pays d'Europe démontrent la participation des États-Unis à la politique étrangère. L'isolement vis-à-vis la Société des Nations ne révèle qu'une partie de la politique du géant du Sud. Comme pour l'autruche, la tête est cachée, mais certaines parties vulnérables restent exposées.

La Crise n'ennuie pas trop l'auteur: «nous ne considérerons pas trop les causes (...) de la dépression ni les raisons de son ampleur inaccoutumée (...); il suffit de signaler que son début correspond à un renversement cyclique normal» (pp. 77-78). Il note cependant que l'accroissement de la production, et plus particulièrement celui de la consommation, est lié aux guerres mondiales: «La deuxième grande guerre est (...) le *deus ex machina*» (p. 79) de la quatrième période: 1946-1956.

Les statistiques démontrent qu'en 1948, 54 p.c. des familles américaines sont propriétaires d'une voiture tandis que le pourcentage monte à 73 p.c. en 1958. Une montée spectaculaire se manifeste aussi dans d'autres domaines (p. 79). Mais il y a des lacunes dans l'analyse: la guerre froide, la Corée, l'Otan, le service militaire et la production de guerre ne semblent pas dignes de mention. Il faut donc ici encore souligner l'arbitraire du choix.

Mais à quoi servent ces quelques statistiques et généralisations superficielles? Rostow veut établir deux règles: une pour les États-Unis et l'autre pour la Russie. Nous avons vu que la liaison entre la consommation et la guerre s'applique très peu au pays de l'auteur. Voici ce qu'il dit de la Russie: «Ce qui est clair — un pur état de fait — c'est que Staline n'était pas disposé, dans les années d'après-guerre, à faire face aux conséquences domestiques de la consommation de masse. Il opte plutôt pour l'expansion du pouvoir soviétique . . . » (pp. 120-121). Ce qui a pour but de démontrer qu'un choix s'impose: qu'il est impossible de parvenir à la consommation de masse tout en étant une puissance impérialiste. Les États-

Unis jouissent, ce qui est incontestable, d'un niveau de vie élevé: ils ne peuvent donc pas être une puissance impérialiste.

Si l'histoire est asservie aux fins de la guerre froide au cours des sept premiers chapitres, on n'ose écrire ce qu'elle devient dans les trois suivants: la montagne en travail enfante d'étranges souris! L'auteur est conscient du fait que les étapes économiques décrites s'encadrent dans des États nationaux, qu'il y a eu, dans les trois derniers siècles, trois types de guerres, et que le nationalisme ne s'explique pas par «les contraintes nées des étapes de la croissance». (p. 107). Mais les guerres coloniales, les guerres d'agression régionale et les conflits massifs (du dernier siècle) seront «considérés dans leurs liaisons avec les étapes de la croissance, bien que (...) celles-ci ne puissent être considérées comme une explication totale du phénomène de la guerre». (pp. 107-108).

Les guerres et les mouvements coloniaux reposent sur deux objectifs: «la création d'un monopole du commerce constitue un but et un résultat politique et national (...). Mais il y a aussi (...) les conditions prédominantes dans les colonies elles-mêmes (...). Souvent, on a créé des colonies non pas pour des fins nationales, ni pour des buts économiques mais pour combler un vide, c'est-à-dire pour aménager une société traditionnelle (...); (des groupements de capitalistes) se sont trouvés en relation avec des états faibles; et ils ont persuadé le gouvernement de permettre la création des cadres politiques propres à assurer, au moindre coût, les bienfaits d'un commerce étendu.» (pp. 109-110). Voici un exemple d'une telle situation: «les États-Unis, après la guerre hispano-américaine, ont eu la douloureuse surprise de constater qu'il n'était pas possible de libérer les Philippines (...) sans qu'une autre puissance coloniale ne s'en empare.» (p. 111). «En ce qui concerne les guerres coloniales, les étapes de la croissance n'offrent donc qu'une explication partielle.» (p. 111).

De l'agression régionale, l'auteur écrit ceci: «... les nouveaux chefs des sociétés post-traditionnelles avaient le choix entre trois attitudes (...) ou plutôt pouvaient établir un équilibre entre trois lignes politiques: consolider les cadres intérieurs (...); mettre le mouvement nationaliste au service de l'État sur la scène mondiale (...); moderniser la société (...).» (p. 113). L'agression régionale, selon Rostow, se trouve liée à l'étape dite des conditions préalables au démarrage (p. 112), mais cette étape est datée d'après 1688 pour la Grande-Bretagne, et d'après 1815 pour les États-Unis (pp. 33-34). Ni l'une ni l'autre de ces deux puissances n'était censée prendre part à des guerres d'agressions régionales. La Grande-Bretagne était pourtant en train de créer son premier empire colonial tandis que les États-Unis s'emparaient, par compromis plutôt que par la guerre il est vrai, des grandes étendues de l'Ouest américain. La seule guerre des États-Unis, celle du Mexique, n'est pas mentionnée.

Nous parvenons maintenant à l'ère moderne. Pour analyser le XX^e siècle, l'auteur pose d'abord quelques jalons. Il se demande pourquoi il n'y a pas eu de guerre mondiale de 1815 à 1914. (pp. 114-115). Ceci exige quelques précisions immédiatement. Qu'il n'y ait pas eu de guerre mondiale ne signifie pas qu'il n'y ait eu de guerres. Les années allant de 1815 à 1914 ont vu le morcellement de

l'Afrique, l'établissement de l'Angleterre, de la Russie, de la France, de l'Allemagne, des États-Unis, et du Japon en Chine; la doctrine Monroe a permis à la Grande-Bretagne et aux États-Unis de consolider leurs positions en Amérique latine; les Indes passent sous le contrôle absolu de la Grande-Bretagne; la Russie, le Japon, la France, la Chine, l'Espagne, la Grande-Bretagne, etc., se sont fait la guerre. L'absence de guerre mondiale ne fait pas nécessairement un siècle de paix.

Les tribulations mondiales de 1914 à 1951, soit la première et la deuxième guerre mondiale et la guerre froide, sont mises à la charge de l'Allemagne, du Japon et de la Russie. Ces puissances, s'appuyant sur leurs nouvelles techniques de production, ont tenté d'établir une hégémonie sur l'Eurasie. Leur faillite est due aux États-Unis qui, s'acheminant vers la maturité, ont fait cause commune avec l'Europe occidentale et spécialement avec la Grande-Bretagne. (p. 118). Appliquée à la première grande guerre, cette analyse parvient à établir une alternative: agression ou consommation de masse. Le mauvais Kaiser opta pour la guerre. (p. 119).

La seconde guerre mondiale illustre elle aussi l'alternative: agression ou nationalisme outrancier d'une part, consommation de masse de l'autre. Le choix effectué montre que le Japon et l'Allemagne considéraient la puissance nationale comme un objectif supérieur à celui du bien-être du peuple. (p. 120). Rostow ne fait d'ailleurs aucune distinction entre les vainqueurs d'une guerre et les vaincus. Il est un peu excessif de nier que les États-Unis aient tiré profit des deux guerres mondiales. Pour en finir sur ce point, soulignons que Staline fait l'objet de jugements analogues. (pp. 120-121).

Le contenu du neuvième chapitre est apocalyptique. Tous les risques que court la paix sont imputés à la Russie. Citons plutôt l'auteur: «En outre, malgré des doutes bien fondés, les gouvernements des États-Unis — et ceux de l'Occident — seraient prêts à accepter la limitation de leur souveraineté nationale s'ils étaient convaincus que les privilèges de l'inspection (d'armes nucléaires) concédés par le bloc communiste le sont de bonne foi.» (p. 129). Quand on se souvient du fait que les États-Unis refusent de partager leur contrôle sur les armes nucléaires avec leurs propres alliées, on se doute des différences qui peuvent exister entre les deux puissances sur cette question.

De plus, Rostow croit que la Russie n'a pas recours aux mêmes critères que les pays occidentaux: «la politique de l'Union Soviétique n'est pas déterminée par l'objectif conventionnel d'intérêt national». (pp. 129-130). Le gouvernement de la Russie vise l'hégémonie mondiale du communisme. (p. 131). D'ailleurs, les craintes de la Russie s'expliquent aussi par une autre raison: «le communisme, en situation de consommation de masse, dépérirait et ceci (...) est bien compris de Moscou». (pp. 132-133). Sur ce sujet Rostow n'a pas tort. L'expansion de l'empire soviétique est un fait. Mais qu'en est-il de celle des États-Unis? Peuvent-ils lancer la première pierre? Formose, le Liban, la Corée du Sud, Cuba, le Laos, le Guatemala, le Congo, se comparent un peu aux satellites. Il nous semble que les deux grands pouvoirs se ressemblent tout autant qu'ils diffèrent l'un de l'autre: la paix si possible; sinon la force, économique ou militaire. D'ailleurs Rostow

suggère lui-même une solution: «Il est essentiel, écrit-il, que nous leur démontrions qu'il ne saurait être question de leur permettre de transformer une supériorité militaire temporaire en une solution rationnelle.» (p. 134). Ce qui rappelle immédiatement le commentaire de l'historien américain C.-A. Beard: «La guerre perpétuelle pour la paix perpétuelle».

Nous voici au dernier chapitre: les étapes de la croissance y sont comparées aux catégories marxistes, avant que soient tirées les conclusions de l'étude. Rostow fait preuve d'originalité. Il démontre qu'en plus du facteur économique jouent aussi des facteurs politiques dans le développement des mouvements anticoloniaux (p. 152), même si le colonialisme est lui-même atteint à mort. (p. 156). La grande erreur de Marx a été de négliger les forces nationalistes dans la montée du capitalisme. (p. 158).

De Marx l'auteur passe à un examen de l'évolution du communisme. Un exemple frappant de son éclectisme nous est fourni: «(...) à la révolte de Kronstadt en 1921, Lénine reprit à son compte le plan de 1902 et de novembre 1917 en ayant recours à la force pour mater la révolte d'une *majorité probable* à l'intérieur du parti communiste, majorité qui s'opposait à la montée rapide des cadres de la dictature». (p. 160). D'une ligne à l'autre, une hypothèse devient ainsi un fait. Rostow attribue à Lénine le renversement de la pensée de Marx, c'est-à-dire le recours à la lutte politique plutôt qu'aux forces économiques pour atteindre les buts poursuivis par la Russie. Avec une rare clairvoyance, l'auteur nous explique ce qui suit: «Pour eux, le déterminisme économique n'a vraiment pas très bien fonctionné; mais le déterminisme politique a, au contraire, très bien pris la relève. Ils ont travaillé à partir de la perception du fait que, sous certaines circonstances, une minorité décidée et bien disciplinée peut facilement saisir le pouvoir dans une société suffisamment désorganisée; un fois au pouvoir, il suffit à l'élite communiste de maintenir sa cohésion pour y rester avec un minimum d'efforts; grâce au pouvoir, les ressources de la société peuvent ensuite être aménagées de façon à amener une croissance qui consolidera et élargira le pouvoir de l'élite communiste.» (p. 161). La dictature communiste entraînerait alors une situation qui correspond à peu près à la description que Marx faisait du capitalisme; mais non sans quelques lacunes. «Les communistes ont alors remédié à ces lacunes grâce à la police secrète et à l'ensemble des contraintes et des stimulants qui leur ont permis de gouverner et de tirer de ceux qu'ils contrôlaient les rendements qu'ils en désiraient.» (pp. 161-162). Ce sont donc les communistes qui selon Rostow auraient inventé la police secrète en Russie.

Un peu plus loin, l'auteur se hasarde à formuler une hypothèse: «si la première grande guerre n'avait pas eu lieu — ou avait eu lieu une décade plus tard —, il est presque certain que la Russie aurait pu se moderniser progressivement, ce qui l'aurait rendue invulnérable au communisme». (p. 163). La conclusion à tirer de l'analyse de Marx, Lénine, Staline et du communisme? Les sociétés en transition se trouvent à une étape dangereuse. Rostow croit que d'autres systèmes que le système communiste peuvent servir. C'est entendu! Mais ce qu'il ne dit pas, c'est que n'importe quel système s'appuie sur la force. Le choix démocratique,

pas plus que le communisme, ne peut ignorer cet aspect du problème. Les relations d'État, internes ou externes, pour fins économiques, militaires, sociales, etc., impliquent la direction par une élite. L'élite des États-Unis, aussi bien que celle de la Russie ou de la Chine, s'identifie avec le peuple. Rostow commet la même erreur que Marx. Ce dernier, considérant les abus évidents de l'Angleterre du XIX^e siècle, a cru pouvoir établir les prédictions suivantes: la bourgeoisie capitaliste de la Grande-Bretagne a atteint ses positions grâce à des abus criants, donc tous les systèmes capitalistes feront comme elle. Rostow, lui, déclare: le système américain, bien que bourgeois et capitaliste, a su créer la prospérité et la liberté politique. Le système américain peut donc être appliqué n'importe où et n'importe quand.

En guise de conclusion, citons encore une fois l'auteur: «... Marx a créé un système merveilleux: un système rempli de défauts mais aussi d'aperçus partiels légitimes...» (p. 158).

À notre avis, Marx a tout de même fait mieux que Rostow!

Cameron Nish

Inflation, croissance et planification, par GEORGES MANOUSSOS. Un vol., 6½ po. x 10, broché, 342 pages. — LIBRAIRIE E. DROZ, 8, rue Verdaine, Genève, 1961.

L'ouvrage de Monsieur Manoussos présente, en dépit de certaines inégalités, un grand intérêt. La partie la plus neuve du livre est, très probablement, celle qui a pour but de mettre en lumière la complexité même de la notion d'inflation. C'est là, sans aucun doute possible, un travail de haute utilité, même si, à un lecteur pressé, tout cela peut sembler n'être (1^{ère} Partie) qu'une sèche énumération.

La partie de l'ouvrage intitulée «La notion d'inflation, source d'équivoques et de confusion», a pour objectif de prouver qu'un même mot, utilisé de cent façons différentes, par des auteurs dont certains doivent être considérés comme des Maîtres de grand renom, conduit non seulement à des dialogues de sourds, mais aussi, mais surtout à de dangereuses contradictions ou erreurs de politique monétaire.

Les premières conclusions de l'auteur (d'ailleurs amplement développées en fin d'ouvrage) pourront surprendre le lecteur qui refusera d'aller jusqu'à la dernière page du travail de Monsieur Manoussos. Nous conseillons donc une lecture attentive — et dépouillée de tout jugement aprioriste — d'*Inflation, croissance et planification*. Alors sans doute s'éclaireront ces remarques lourdes de contenu: «Les malentendus résultant de l'équivoque de la notion d'inflation ont engendré dans le passé de véritables désastres. Ils sont une des causes majeures, sinon la cause déterminante du second conflit mondial...»

* * *

La seconde partie de l'ouvrage s'intitule «Les dangers engendrés par la confusion de la notion d'inflation».